

APPEL A COMMUNICATION
Colloque international
« Les dynamiques économiques de la Révolution française »
7-8 juin 2018 (CNAM)

Parmi les chantiers actuellement développés par l'historiographie révolutionnaire, force est de constater que les questions économiques, financières et monétaires restent peu étudiées au regard des recherches engagées sur des sujets politiques et culturels. Si la commémoration du premier centenaire de la Révolution française avait été marquée par la mise en place de la commission « Jaurès », de nombreuses éditions de sources et la publication d'ouvrages de recherche, le bicentenaire, tout en suscitant la parution de plusieurs volumes collectifs¹, n'est pas parvenu à impulser une dynamique scientifique durable en histoire économique sur la décennie révolutionnaire.

Dix ans après le numéro consacré aux « Temps composés de l'économie » par les *Annales Historiques de la Révolution française*², le projet de ce colloque international, produit d'une coopération inédite entre une société savante (SER) et plusieurs institutions de recherches scientifiques (IDHE.S, IHMC, CNAM et IGPDE/CHEFF), vise à dresser un état des lieux de la recherche, tant pour valoriser les travaux en cours que pour en impulser de nouveaux.

En revisitant des corpus d'archives déjà explorés ou en exploitant des sources encore méconnues, il s'agit de faire émerger des pistes de recherche inédites et des interprétations renouvelées à propos des mutations induites par le fait révolutionnaire sur les circuits et les dynamiques économiques, à l'échelle hexagonale mais aussi européenne et internationale. Envisager l'impact de la Révolution sur les politiques, les structures et les pratiques économiques, plutôt que de penser cette séquence chronologique, comme cela a été longtemps fait, en termes de ruptures et/ou de continuités avec l'Ancien Régime, devrait ainsi permettre de mettre au jour les formes et les processus d'adaptations, d'ajustements et de reconfigurations des marchés.

Ces mutations peuvent être envisagées sous deux angles privilégiés :

1) Les politiques économiques adoptées ou imposées par les assemblées révolutionnaires : à travers la manière dont les réformes de la Constituante ont été élaborées, prolongées, abdiquées et parfois détricotées par le Gouvernement révolutionnaire et le Directoire, il s'agit autant de poursuivre et d'approfondir l'étude des multiples expressions et déclinaisons du libéralisme, que de reconsidérer les normes et les formes de l'économie « dirigée » ou « administrée » (Denis Woronoff) de l'an II, en tenant compte des contraintes imposées par les guerres révolutionnaires et la crise financière.

¹ Gérard GAYOT et Jean-Pierre HIRSCH (éd.), *La Révolution française et le développement du capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Revue du Nord, Hors-série Histoire, numéro 5, 1989 ; *État, finances et économie pendant la Révolution française*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991 ; Gilbert FACCARELLO et Philippe STEINER (éd.), *La pensée économique pendant la Révolution française*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1991 ; Gérard BEAUR et Philippe MINARD (éd.), *Atlas de la Révolution française*, t. 10, *Économie*, Paris, éditions de l'EHESS, 1997.

² Dominique MARGAIRAZ et Philippe MINARD, « Articuler les temps composés de l'économie », *Annales Historiques de la Révolution Française*, n°352, 2008/2.

2) Les réponses plurielles et parfois contradictoires des acteurs économiques à ces mutations dictées tant par les politiques que par la conjoncture révolutionnaire doivent permettre de mettre en évidence les stratégies d'adaptation et / ou de résistance variables selon les agents et les secteurs d'activité, ainsi que leurs conséquences diverses sur les dynamiques temporelles et spatiales des marchés.

À ce stade, cinq orientations principales ont été retenues de façon indicative, sans préjuger de possibles perspectives complémentaires :

1/ Dette, crédit et monnaie : les fonctions de l'assignat, les émissions alternatives de monnaies, les effets sociaux et politiques de l'inflation et de la dépréciation monétaire, l'impact sur les structures productives et les circuits d'échange...

2/ Les marchés des biens : les productions et circulations des biens immobiliers et des marchandises...

3/ Économie de guerre, économie en guerre : les adaptations et les reconversions de l'appareil de production, l'impact de la guerre sur les circuits d'échanges intérieurs et internationaux, le poids de la fiscalité, le système des réquisitions, le financement des infrastructures de transport...

4/ Les mondes du travail à l'épreuve des nouvelles régulations : l'économie des contrats, les effets de la libéralisation du marché du travail, le contrôle de la main d'œuvre, le travail des femmes...

5/ Administrer l'économie : les enquêtes et les statistiques, l'encadrement institutionnel à différentes échelles, les politiques d'encouragement...

Les propositions de communication composées d'un résumé de 500 mots et d'une notice bibliographique sont à adresser au comité d'organisation, avant le **vendredi 15 décembre 2017**, soit par mail (**colloqueser2018@gmail.com**), soit par courrier (Société des études robespierristes, 17 rue de la Sorbonne 75231, Paris cedex 05). Les communications pourront être présentées en anglais. Les auteurs des communications retenues par le comité scientifique seront avisés **fin janvier 2018**.

Organismes partenaires :

SER (Société des études robespierristes)

CNAM (Conservatoire national des arts et métiers)

IDHE.S-UMR 8533 (Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société)

IHMC-UMR 8066 (Institut d'histoire moderne et contemporaine)

IGPDE (Institut de gestion publique et du développement économique)/CHEFF (Comité pour l'histoire économique et financière de la France)